



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Jeu du “Qui Perd Gagne”

La Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) exprime sa profonde préoccupation par rapport à la situation politique, économique et sociale du Sénégal à cinq mois des élections législatives et présidentielles où de nouveaux contentieux électoraux s'ajoutent à ceux qui existent avec le débat sur le cautionnement des élections.

Les coupures d'électricités fréquentes de la SENELEC qui ont porté de graves préjudices aux entreprises, aux PME, aux services et aux foyers des Sénégalais et qui viennent de faire l'objet d'une mesure radicale : la réquisition par l'Etat des stocks de combustibles.

L'impact économique et social de cette mesure et les différentes connotations qu'elles charrient dont l'état de guerre ou de banqueroute sont imprévisibles, notamment au plan international.

Quant au dialogue politique national, la classe politique comme le pouvoir en ressentent l'indispensable nécessité, mais au finish l'on s'arrange pour en compromettre la mise en œuvre. Il faut cesser le jeu du “Qui perd gagne” pour aller résolument vers un sursaut national salutaire. Le Président de la République fait des appels récurrents au dialogue national qui sont immédiatement sabotés par ses collaborateurs qui soumettent certains leaders de l'opposition à des harcèlements juridiques inutiles et inopportuns. Au moment où la presse proche du pouvoir, où certains ministres de la République ne manquent aucune occasion, pour à leur tour, sortir des invectives contre l'opposition ou les syndicats d'enseignants en toute impunité.

Comme par hasard, chaque fois que toutes les conditions du dialogue national sont réunies “une affaire Dias” survient pour tout bloquer.

L'opposition a également sa part de responsabilité dans le blocage du dialogue politique du fait de la protection abusive qu'elle peut apporter à des alliés turbulents. Comment objectivement pense-t-elle vider le précontentieux électoral qu'elle dénonce dans la presse ou tout simplement les arrestations qu'elle condamne si elle ne s'associe pas avec le pouvoir pour trouver une solution aux questions nationales qui menacent la République?

Quel que soit le côté où l'on se trouve, on ne voit nulle part poindre le sursaut national indispensable pour faire face à la grave situation que traverse le Sénégal aujourd'hui.

Que ce soit le conflit casamançais qui va faire bientôt un quart de siècle, le conflit de basse intensité le plus long et qui accentue l'enclavement de la Casamance ; Que ce soit la crise qui secoue l'éducation nationale ; Que ce soit l'immigration suicidaire, c'est-à-dire les graves problèmes de société de l'heure, le débat est en deçà des attentes des citoyens.

Quant au débat sur les projets de société, sur comment gouverner ce pays ? Avec quelles institutions ? Quelle équipe ? A cinq mois des élections, c'est le désert.

La Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) invite toute la classe politique sénégalaise, l'opposition comme le pouvoir à prendre les initiatives appropriées pour créer le sursaut national qu'attendent les Sénégalais. La classe politique sénégalaise donne l'image de celle de la Côte d'Ivoire à la fin du règne de Houphouët Boigny. Car la Côte d'Ivoire de l'époque comme le Sénégal d'aujourd'hui se trouvait dans une situation de fin de cycle, de fin d'époque mal négociée. Depuis lors, la Côte d'Ivoire vit une longue, douloureuse et tragique transition.

Le Sénégal a ouvert une transition depuis l'alternance de 2000 mais il la méconnaît. Il est temps d'en prendre conscience pour éviter au Sénégal la tragédie ivoirienne. Pour la refondation de la République, il faut négocier le pacte républicain afin d'éviter l'irréparable.

Fait à Dakar, le 6 Septembre 2006
Le Secrétariat Général